

Relevé de décision du Conseil d'UFR du 24 octobre 2023

Conseil plénier

1. Le CUFR adopte à la majorité (avec 1 voix contre et 1 abstention) la procédure de **mandatement des stages** des étudiants de l'UFR. Un mail sera envoyé à l'ensemble des collègues, par la directrice adjointe aux relations professionnelles, Mme Aurélie Ballot-Léna.
2. Les formations ouvertes ou fermées à **Études en France** sont adoptées à l'unanimité. A l'occasion des échanges lors du Conseil, les élus ont décidé d'adopter à l'unanimité la motion suivante : « constatant que les candidats d'Études en France présentent parfois des dossiers insuffisants pour l'année sollicitée (ex: L3) mais satisfaisants pour l'année d'étude inférieure (L2), le Conseil de l'UFR DSP demande à ce qu'il soit permis aux commissions d'examens Études en France de Licence d'autoriser l'inscription des candidats à l'année n-1 »
3. Le CUFR vote à la majorité (1 voix contre) la composition des **commissions Parcoursup** et les **capacités d'accueil de la Licence 1 et des Masters**.
4. Une motion est adoptée à l'unanimité par le CUFR **qui proteste contre l'impossibilité pour les doctorants inscrits en 7^e année de thèse ou plus d'avoir pu bénéficier du paiement en trois fois de leurs frais de scolarité** (v. annexe)
5. La **liste des vacataires** est adoptée à l'unanimité.

Motion du CUFR de DSP

24/10/2023

Au soutien du courriel adressé lundi 23 octobre par la direction de l'UFR, le Conseil de l'UFR DSP entend protester contre la situation des doctorants sollicitant une septième année ou plus d'inscription en thèse.

Sans revenir sur la procédure et le rôle du collège doctoral, le Conseil d'UFR note qu'en raison des délais d'examen, ces doctorants sont désormais privés de la possibilité de payer, en trois fois, leurs frais d'inscription. En effet, ils ont reçu leur autorisation d'inscription autour du 20 octobre mais ils auraient dû se réinscrire avant le 25 septembre s'ils voulaient bénéficier de cet aménagement.

Cette chronologie vient renforcer la précarité des doctorants qui rencontrent pour certains des difficultés financières critiques.

Le Conseil d'UFR souhaiterait que l'Université permette, dès à présent, aux doctorants concernés de bénéficier d'un étalement du paiement de leurs frais d'inscription et que, pour les prochaines années, la procédure soit repensée afin de permettre à tous les doctorants l'accès à ce paiement en trois fois.